

CNT**Union Locale Marseille**12 rue de l'Evêché 13002
permanences le 1er et
3ème samedis du mois
sam@cnt-f.org
http://www.cnt-f.org/sam/

CAMPAGNE CNT

RÉPARTITION ÉGALITAIRE DES RICHESSES

NE PAYONS PAS LEUR CRISE ! LUTTONS !

Dans tous les pays, gouvernement et patronat mettent en oeuvre une succession de plans d'austérité qui répondent aux exigences des institutions capitalistes mondiales : Fonds Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Centrale Européenne, etc. Leur recette est simple : faire payer les peuples, exploiter toujours plus les travailleuses et les travailleurs, pour accroître le pouvoir et les profits d'une petite minorité (capitalistes, banquiers, industriels, ...)

Détruire les services publics et la protection sociale, bloquer les salaires et les pensions, augmenter la productivité des salariés, taxer la population laborieuse, installer la précarité dans tous les secteurs, attaquer les qualifications et les savoirs des travailleurs-euses... c'est une guerre sociale qui est menée contre les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s. Pour arriver à leurs fins, patronat et gouvernements s'attaquent à toutes les conquêtes démocratiques, aux libertés et droits syndicaux, conquis par les précédentes générations, anéantissent les législations sociales dans chaque pays, répriment celles et ceux qui résistent, stigmatisent les populations pauvres et immigrées. Dans une telle situation, il faut jeter toutes nos forces dans la lutte !

La dette contractée par nos gouvernements successifs et l'endettement privé ont servi à faire tourner le système, à dissimuler un partage de plus en plus inégalitaire des richesses au profit des capitalistes, banquiers ou industriels, à accroître les bénéfices des actionnaires. Il faut annuler les dettes publiques dont nous ne sommes pas responsables. La crise marque l'échec des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. C'est le système lui-même qui est en crise, qu'il faut mettre en cause, auquel il faut opposer une alternative.

Il faut répartir autrement les richesses que nous produisons !

Des mesures immédiates peuvent être prises ; nos mobilisations peuvent les imposer : modifier totalement les systèmes fiscaux, augmenter les salaires, pensions et indemnités, créer des emplois socialement utiles et stables, etc. Mais cela doit s'appuyer de mesures structurelles fortes : développer des services publics pour tous les secteurs qui sont un bien commun utile à la société, assurer la protection sociale de tous, promouvoir la formation et la culture, rendre effective l'égalité entre hommes et femmes, etc.

Le système capitaliste connaît une crise structurelle, profonde. Une partie du mouvement syndical a accepté l'essentiel de son fonctionnement et de ses objectifs. Ce syndicalisme-là est devenu un rouage du système. Au contraire, beaucoup de collectifs syndicaux poursuivent l'action émancipatrice du syndicalisme : défendre les intérêts immédiats des travailleurs et des travailleuses, et construire une société qui ne repose plus sur la domination et l'exploitation de la majorité de la population. Ce syndicalisme, le nôtre, est internationaliste.

La crise fait monter la xénophobie, le racisme. Nous combattons ces deux fléaux par la construction de la solidarité internationale des travailleurs/ses !

Le mouvement syndical doit agir à travers les frontières pour imposer un autre système que celui qui exploite les travailleurs/ses, pille les ressources naturelles et les pays pauvres, organise la faim, la misère et la précarité, attaque partout les libertés démocratiques et les droits fondamentaux ... Nous construisons un réseau syndical alternatif en Europe, ouvert à toutes les forces qui veulent lutter contre le capitalisme et le libéralisme, pour les intérêts et les aspirations des salariés-es, pour l'émancipation de toutes et tous, pour le bien commun, pour la transformation de la société.

C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer par la lutte nos exigences sociales.

Communiqué du RÉSEAU SYNDICAL ALTERNATIF EUROPÉEN : CGT (Etat espagnol), CUB (Italie), Sud Vaud (Suisse), Solidaires (France), Confederacion Intersindical (État espagnol), USI (Italie), CNT (France), IAC (Catalogne), CIB Unicobas (Italie), TIE (Allemagne).